

Fiche pratique

Taxe sur les résidences mobiles terrestres

Qui paye ? Quoi ? Comment ? Où ? Quand ?

Définition de la résidence mobile terrestre (RMT)

Un véhicule terrestre aménagé gardant en permanence ses moyens de rouler : caravane, camping car, camion, remorque disposant de meubles permettant d'y habiter.

Habitats principaux

Dorénavant les personnes qui possèdent une ou plusieurs résidences mobiles terrestres sans disposer par ailleurs de résidences fixes, pour les quelles ils s'acquittent de taxes d'habitations, devront payer cette nouvelle contribution pour chaque RMT. Les familles possédant plusieurs caravanes, devront payer pour chacune.

Les personnes ayant une résidence fixe déclarée en tant qu'habitat principal ne sont pas concernées par cette taxe.

Tarifs

Cette taxe qui est « un droit fixe » est, sauf cas particuliers très précisément définis, payable par tous quelques soient les ressources.

150 € pour chaque RMT de moins de 10 ans

100 € pour chaque RMT ayant entre 10 et 15 ans

0 € pour les RMT de plus de 15 ans

Cas particuliers d'exonération

Personnes bénéficiant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ou de l'allocation supplémentaire d'invalidité (articles 815 du code de la sécurité sociale) : justificatifs de leur situation

Personnes percevant l'allocation aux adultes handicapés (article L.821-1 du code de la sécurité sociale) ayant des revenus inférieurs à 10 024 € par an (article 1417 du code général des impôts) : justificatifs de l'allocation et de revenus.

Personnes ne pouvant travailler à cause d'une infirmité ou d'une invalidité ayant des revenus inférieurs à 10 024 € par an (article 1417 du code général des impôts) : justificatifs de l'infirmité et de revenus.

Démarches

Déclaration

Le 30 septembre de chaque année, la déclaration devra être faite dans le centre d'impôt du lieu de stationnement. En cas d'achat de RMT en cours d'année, le nouveau propriétaire devra la déclarer dans le courant du mois suivant l'acquisition. Au moment de la déclaration, le propriétaire devra être muni de la carte grise, éventuellement des papiers justificatifs qu'il appartient à une des catégories des personnes exonérées. Il devra en outre disposer des moyens de paiements des sommes dues.

Paieiment

Le règlement pour chacune des résidences mobiles concernées doit être effectué lors de la déclaration. Concernant « un droit fixe », il est peu vraisemblable que des échelonnements de paiement soient accordés par l'administration fiscale, néanmoins rien n'interdit de poser la question à l'administration.

Récépissé

Lors du paiement un récépissé est remis qui devra être conservé par le conducteur de chaque RMT taxée. Ceux-ci pourront éventuellement être demandés lors de contrôles routiers.

Contrôles

En principe seuls les agents des impôts et les douaniers sont habilités à effectuer ces contrôles.

Amendes

Le défaut de récépissé est puni d'une amende de 210 € pour les RMT de plus de dix ans et de 140 € pour celles ayant entre 10 et 15 ans. C'est le chauffeur qui est verbalisé pour défaut du document, même si le propriétaire s'est par ailleurs acquitté de la taxe. En cas de perte ou de destruction un duplicata doit être demandé.